BRUSSELS STUDIES
www.brusselsstudies.be
la revue scientifique électronique pour les recherches sur Bruxelles

Numéro 84, 23 février 2015. ISSN 2031-0293

Filip De Maesschalck, Tine De Rijck et Vicky Heylen

Au-delà de la frontière. Relations socio-spatiales entre Bruxelles et le Brabant flamand

Traduction : Micheline Goche

Cet article étudie les mouvements migratoires entre les communes bruxelloises et la partie de la périphérie bruxelloise située dans le Brabant flamand. Même actuellement, ce sont surtout de jeunes familles qui partent vers la périphérie, ce qui entraîne un appauvrissement de Bruxelles. Cette constatation n'est pas nouvelle, mais le profil socio-économique des migrants eux-mêmes a été, en fait, peu étudié. Les auteurs de cet article ont approfondi cette question et en ont confirmé l'image du migrant au revenu supérieur au revenu moyen à Bruxelles. Il y a de grandes différences selon l'ancienne commune d'arrivée, mais la très grande majorité des migrants sont bel et bien actifs. Une évolution frappante est la forte augmentation du nombre de migrants d'origine non belge. Le temps est loin où la suburbanisation était l'apanage de la classe moyenne d'origine belge. Le nombre de mouvements migratoires dans l'autre sens est beaucoup plus faible, mais il existe évidemment un flux non négligeable de navetteurs vers Bruxelles. L'analyse met en lumière ces mouvements quotidiens domicile-travail, mais aussi ceux qui sont moins documentés : trajets domicile-école et trajets liés aux services d'aide sociale. Ces derniers déplacements s'effectuent surtout vers Bruxelles.

Filip de Maesschalck *est docteur en géographie et chercheur au* Steunpunt sociale planning *(Point d'appui de la planification sociale) de la province du Brabant flamand. Une publication récente du Point d'appui est* "De internationalisering van de rand: een demografische blik"*, dans le livre* "De internationalisering van de Vlaamse rand rond Brussel"*. Il fait aussi partie du département de géographie de la* Katholieke Universiteit Leuven*, où il étudie fréquemment des sujets de géographie politique. Une publication récente qui illustre ce champ d'études est* "Hoe representatief is Michel I"*, parue dans la revue* Samenleving en Politiek*.*

Tine De Rijck *est licenciée en géographie et chercheuse au* Steunpunt sociale planning *de la province du Brabant flamand. Auparavant, elle a travaillé sur le thème de l'exclusion sociale au département de géographie de la* Katholieke Universiteit Leuven*.*

Vicky Heylen *est ingénieure commerciale et chercheuse au* Steunpunt sociale planning *de la province du Brabant flamand. Auparavant, elle a travaillé le thème de l'évaluation du marché du travail au HIVA (Institut de recherche sur le Travail et la Société) de la* Katholieke Universiteit Leuven*.*

Filip de Maesschalck, +32(0) 16 267 775, Filip.DeMaesschalck@vlaamsbrabant.be
Tine De Rijck, +32(0) 16 267 319, Tine.DeRijck@vlaamsbrabant.be
Vicky Heylen, +32(0) 16 267 436, Vicky.Heylen@vlaamsbrabant.be

Benjamin Wayens (Secrétaire de rédaction), +32(0)2 211 78 22, bwayens@brusselsstudies.be

Brussels Studies est publié avec le soutien d'Innoviris (Institut bruxellois pour la recherche et l'innovation)

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Introduction

1. La Région de Bruxelles-Capitale est totalement enclavée dans le Brabant flamand. Les échanges entre les deux régions sont donc importants et nullement récents. Depuis des décennies, la suburbanisation prend de l'ampleur : de nombreuses jeunes familles quittent la Région de Bruxelles-Capitale pour le Brabant flamand. Il s'agit souvent de groupes aisés, ce qui entraîne l'appauvrissement des communes bruxelloises et l'augmentation de la prospérité du Brabant flamand. Bien que le mouvement résidentiel dans l'autre sens soit beaucoup moins marqué, il y a évidemment d'importants déplacements de navetteurs vers la Région de Bruxelles-Capitale. Nombreux sont les habitants du Brabant flamand qui, chaque jour, rejoignent les communes bruxelloises pour y exercer leur métier, mais aussi d'autres activités sociales et économiques.

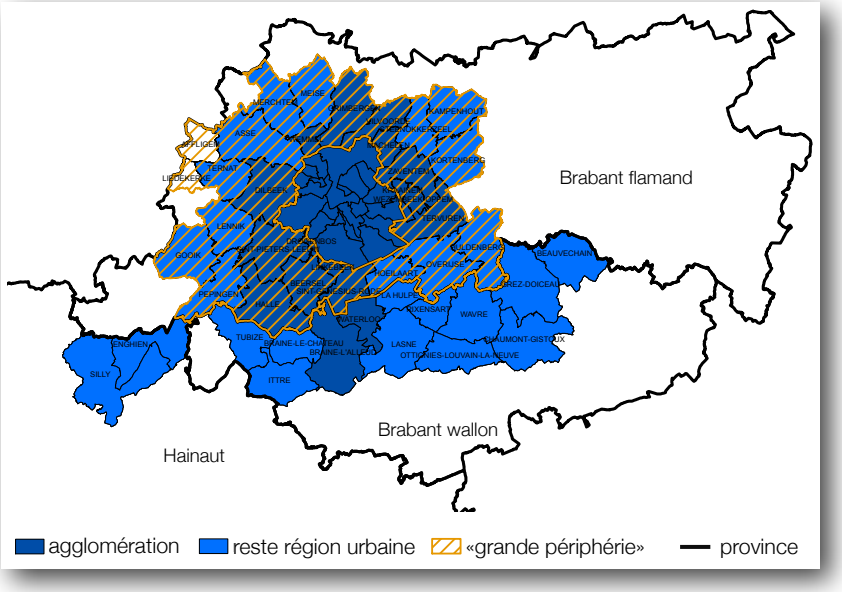


Figure 1. L'agglomération bruxelloise [Luyten & Van Hecke, 2007] et les contours de la « grande périphérie ».

2.Dans cet article, nous examinons dans quelle mesure l'émigration des communes bruxelloises joue encore un rôle important dans la relation entre la Région de Bruxelles-Capitale et le Brabant flamand et si la nature de celle-ci se modifie. Quelle est l'ampleur actuelle du groupe des personnes qui migrent ? S'agit-il toujours essentiellement de jeunes familles ? La nationalité (de naissance) de ces personnes varie-t-elle avec l'évolution démographique de la Région de Bruxelles-Capitale ? S'agit-il effectivement de groupes à hauts revenus et quelle est leur position sur le marché du travail ? Nous examinons aussi les différences entre communes. Là où c'est possible, nous travaillons même au niveau de certaines anciennes communes, celles qui existaient avant les fusions des années 1960 et 1970.

3. Le mouvement inverse vers la Région de Bruxelles-Capitale est également étudié. L'importance des déplacements quotidiens des travailleurs est mise en lumière, mais on s'intéressera surtout à d'autres mouvements, bien moins documentés : les trajets des écoliers, les trajets liés à l'accueil de la petite enfance et à la sollicitation d'autres services d'aide sociale[1].

4. Dans cet article, l'accent est mis sur la partie du Brabant flamand dont les échanges avec la Région de Bruxelles-Capitale sont les plus marqués. En effet, dans certaines communes du Brabant flamand, l'influence de la Région de Bruxelles-Capitale est limitée, surtout dans l'est de la province, où la ville de Louvain joue un plus grand rôle. C'est ce que l'on peut voir sur la carte de la région métropolitaine bruxelloise dressée par Luyten & Van Hecke [2007] (figure 1). Cette région comprend non seulement les communes de l'agglomération (espace bâti d'un seul tenant à partir du centre de la ville), mais aussi bon nombre d'autres communes qui ont été ajoutées à l'agglomération sur la base d'une série d'indicateurs : l'évolution de la surface bâtie et le chiffre de la population, la migration de et vers la ville, les trajets alternatifs entre le domicile et le travail ou l'école et les rapports de revenus.

5. Le territoire étudié comprend la partie du Brabant flamand couverte par cette agglomération, à laquelle ont été ajoutées les communes de Liedekerke et d'Affligem situées à l'extrême ouest de la province (figure 1). Depuis quelques années, en effet, il existe un important mouvement migratoire entre ces deux communes et la Région de Bruxelles-Capitale. Dans la suite de cet article, nous appelons ce territoire la « grande périphérie ». Sauf mention contraire, le terme « Bruxel-

[1] Cet article est fondé sur le « Dossier Wisselwerking Vlaams-Brabant en Brussel » (Dossier Interaction entre le Brabant flamand et Bruxelles), une étude du Point d'appui de la planification sociale de la province du Brabant flamand [De Maesschalck, De Rijck & Heylen, 2014].

les » désigne la Région (administrative) de Bruxelles-Capitale. L'agglomération bruxelloise comprend aussi un grand nombre de communes situées en Brabant wallon[2]. Mais les informations qui permettraient d'inclure ces communes dans la présente étude manquaient.

migrations	immigration	émigration	solde migratoire annuel	
			nombre	pour 1.000 habitants
avec l'étranger	26.707	22.637	4.070	1,47
avec la Belgique	100.815	88.031	12.784	4,60
pour l'agglomération bruxelloise	*66.222*	*33.114*	*33.108*	*11,93*
pour le reste du Brabant flamand	*9.792*	*16.049*	*-6.257*	*-2,25*
pour le reste de la Région flamande	*15.226*	*22.195*	*-6.969*	*-2,51*
pour la Région wallonne	*9.575*	*16.673*	*-7.098*	*-2,56*
à l'intérieur de la grande périphérie	116.021	116.021	-	-
entre communes	*47.865*	*47.865*	-	-
à l'intérieur des communes	*68.156*	*68.156*	-	-
total	243.543	226.689	16.854	6,07

Tableau 1. Déplacements vers, de et dans la grande périphérie (2008-2012). Source : Registre national, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

1. Déplacements : de Bruxelles vers la grande périphérie

6. L'évolution de la population dans la grande périphérie est fortement influencée par la présence de Bruxelles (tableau 1). Pour la période 2008-2012, le solde des migrations partant de Bruxelles (c'est-à-dire le nombre de personnes[3] quittant Bruxelles diminué du nombre de celles qui y arrivent) s'élevait à plus de 33.000 personnes[4], soit près de 12 personnes pour 1.000 habitants, chaque année. A titre de comparaison : selon l'évolution naturelle (le nombre de naissances diminué du nombre de décès), la population de la grande périphérie s'est accrue de 4.796 personnes pendant la même période, ce qui correspond à 1,7 personne pour 1.000 habitants, chaque année. Les soldes des migrations des autres territoires de la Belgique vers la grande périphérie sont négatifs. Pour le reste du Brabant flamand, ce solde est de - 6.000 personnes. Pour le reste de la Région flamande et pour la Région wallonne, les soldes de migration sont du même ordre de grandeur. Dans la Région wallonne, ce sont surtout les communes du Brabant wallon qui ont de l'importance.

7. L'apport de l'étranger est limité dans la grande périphérie. Pour la période 2008-2012, il se monte à 4.000 personnes, ce qui représente une croissance annuelle de 1,5 personne pour 1.000 habitants. A titre de comparaison : à Bruxelles, pour la même période, le solde migratoire relatif aux étrangers est de plus de 100.000 personnes. Comme d'autres villes centrales, Bruxelles joue nettement un rôle d'accueil des migrants étrangers.

8. Bien que la croissance de la population de la périphérie soit déterminée essentiellement par le flux migratoire venant de Bruxelles, le nombre de déplacements entre les communes de la grande périphérie et au sein de celles-ci est encore plus élevé. Ces mouvements n'ont pas d'impact sur le chiffre total de la population de la grande périphérie, mais ils modifient la composition de la population d'une commune

[2] Ceci ressort aussi d'autres études qui dressent la carte du territoire urbain entourant Bruxelles, comme, par exemple, l'étude de Thomas *et al*. [2012].
[3] Un déplacement (ou migration) est considéré ici comme un changement de domicile (officiel) entre deux années successives, toujours le 1er janvier. Les personnes qui ont déménagé plusieurs fois au cours de la même année ne sont donc comptabilisées qu'une seule fois, au domicile occupé le 1er janvier.
[4] Le solde migratoire entre Bruxelles et la totalité de la province du Brabant flamand n'est pas beaucoup plus élevé : 34.981 personnes. Plus de 90% des mouvements entre Bruxelles et le Brabant flamand se produisent donc entre Bruxelles et la grande périphérie.

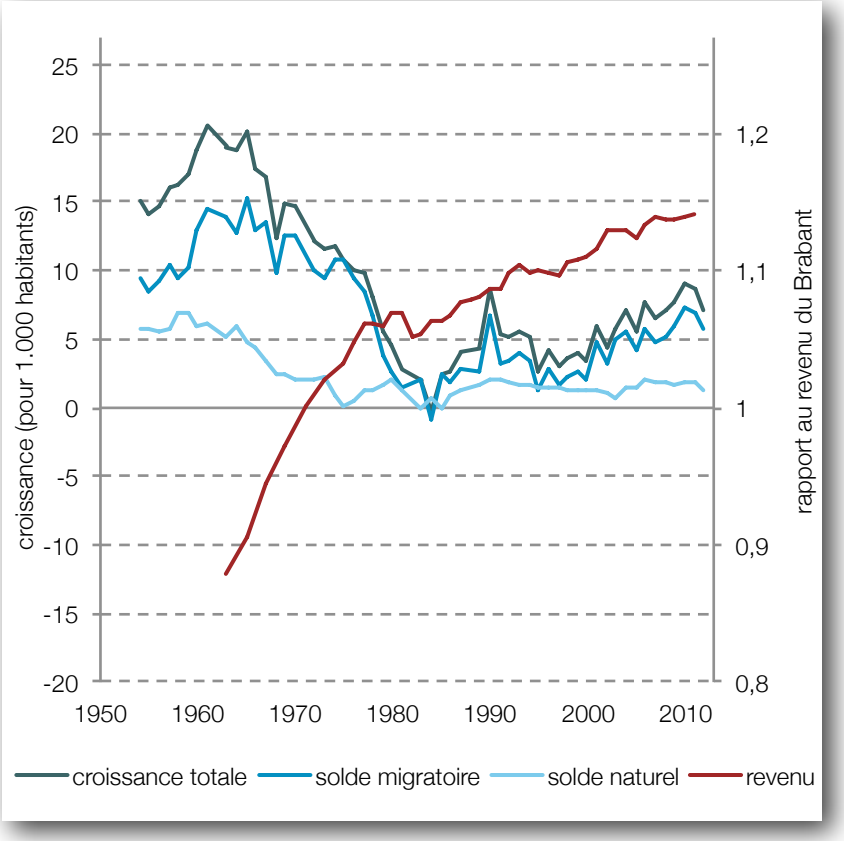


Figure 2. Evolution de la population et du revenu dans la grande périphérie, 1954-2012. Source : INS/DGSIE, 1955-2014.

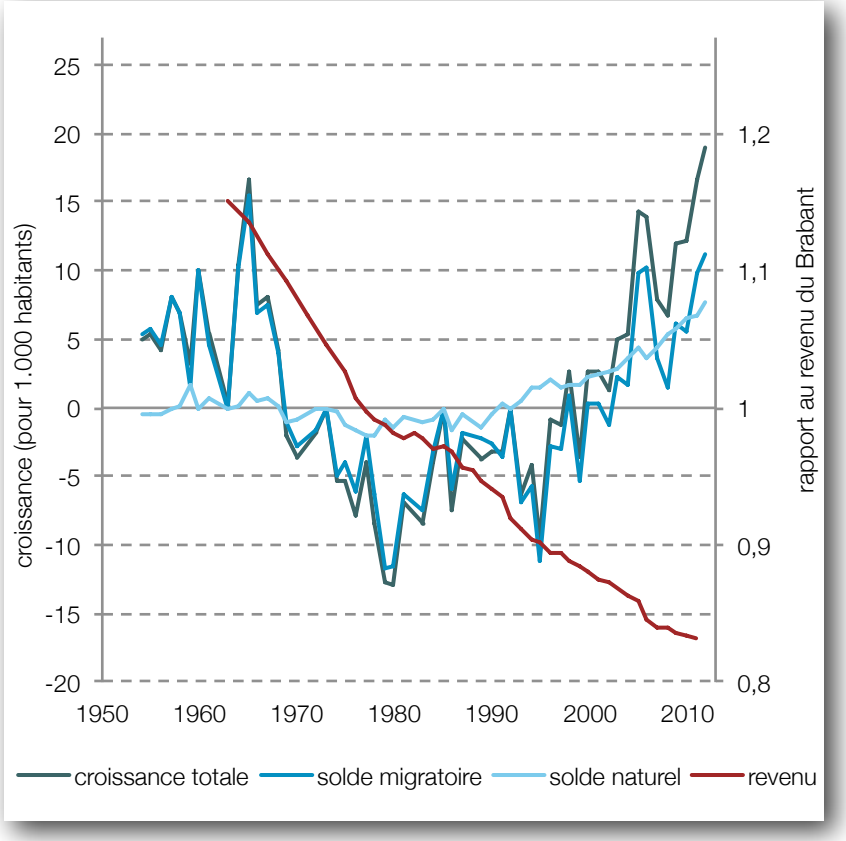


Figure 3. Evolution de la population et du revenu à Bruxelles, 1954-2012. Source : INS/DGSIE, 1955-2014.

(dans le cas de mouvements entre communes) ou d'une ancienne commune (dans le cas de mouvements au sein d'une commune).

9. Les analyses ont utilisé les chiffres relatifs à une période de cinq ans pour absorber les variations aléatoires d'une année à l'autre. Des événements ponctuels, tels que de nouveaux développements immobiliers, peuvent aussi avoir un grand impact, en tout cas au niveau des (anciennes) communes. Le solde migratoire global de la grande périphérie semble cependant constant pour la période étudiée. A plus long terme, les chiffres sont un peu plus élevés que dans les années 1980 et 1990, mais beaucoup plus bas que dans la période qui a précédé la crise pétrolière. C'est ce que montre clairement la figure 2, qui représente l'évolution de la population de la grande périphérie pour la période 1954-2012. La croissance totale est essentiellement déterminée par le solde migratoire, qui, dans les années cinquante, soixante et septante, était beaucoup plus élevé qu'actuellement. A cette époque, le mouvement migratoire au départ de Bruxelles était déjà déterminant [Van der Haegen, 1987].

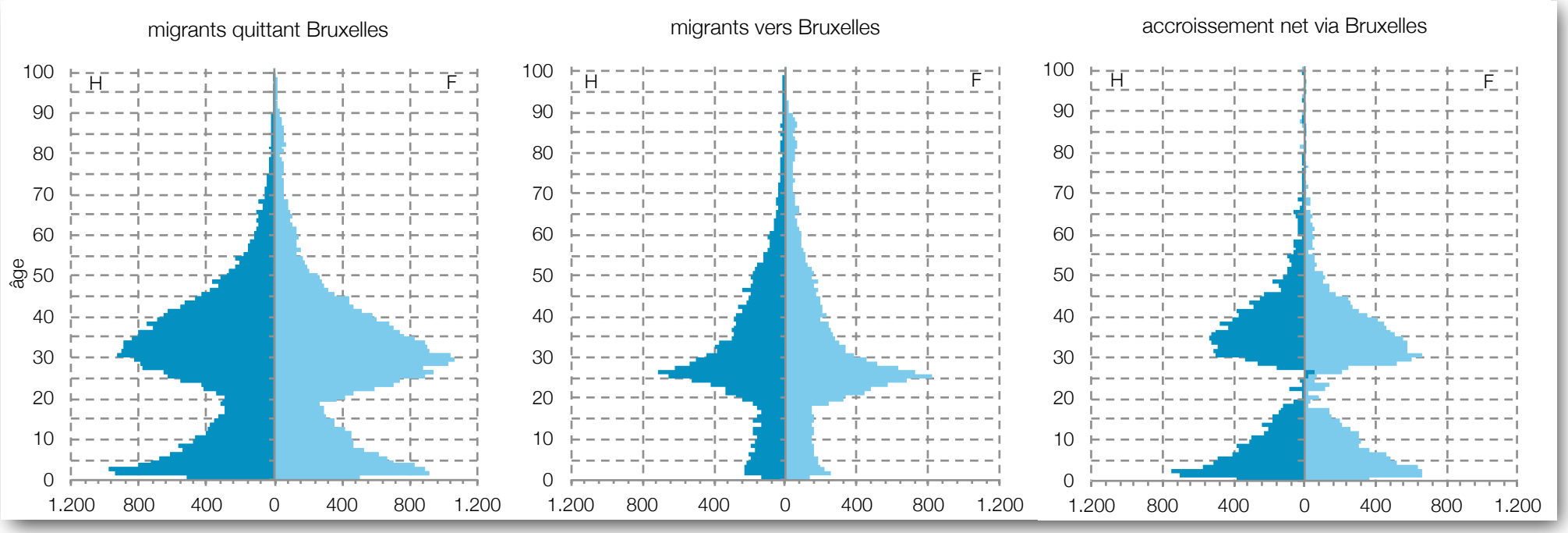


Figure 4. Pyramides de la population des migrants de Bruxelles vers la grande périphérie, de la grande périphérie vers Bruxelles et du solde net dans la grande périphérie. Source : Registre national, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

10. La figure 2 montre également le rapport du revenu moyen (déterminé d'après la déclaration fiscale) avec celui de l'ancienne province du Brabant. Cet indicateur croît de manière continue, dans la grande périphérie, d'une valeur très inférieure à la moyenne (< 1) jusqu'à une valeur nettement supérieure à celle-ci (> 1). Le phénomène inverse s'est produit à Bruxelles (figure 3), où, malgré le flux migratoire continu vers la périphérie, la population a augmenté au début et à la fin de la période considérée. Ceci s'explique par l'arrivée de migrants de l'étranger.

11. L'appauvrissement de Bruxelles et l'accroissement du revenu dans la périphérie conduisent à supposer que ce sont surtout les groupes les plus nantis qui quittent la ville, ce qu'indiquent également d'autres études [Loeckx *et al.*, 2014]. Ce sont aussi surtout de jeunes familles, une caractéristique de ces déplacements vers la banlieue [Willaert, 2009]. Certaines études récentes ont aussi montré que des personnes d'origine non belge de plus en plus nombreuses quittent Bruxelles [De Maesschalck, 2012]. Dans le paragraphe suivant, nous examinons plus en détail le profil des migrants et cherchons à voir si ce profil s'est modifié au cours des dernières années.

2. Le profil des migrants : rien de nouveau sous le soleil ?

2.1. Age et situation familiale

12. Dans la période 2008-2012 également, ce sont essentiellement de jeunes familles qui quittent Bruxelles. Les parents qui partent avec leurs enfants mineurs sont beaucoup plus nombreux que la moyenne de ceux qui vivent à Bruxelles et dans la grande périphérie. La figure 4 (en haut à gauche) représente la pyramide de la population de ceux qui partent, où l'on voit qu'il s'agit surtout de personnes de vingt et trente

ans et de jeunes enfants. Inversement, de très nombreux isolés et enfants de plus de 18 ans (qui quittent la maison) partent de la grande périphérie pour Bruxelles. Nous voyons sur la figure 4 (en haut à droite) qu'il s'agit surtout de jeunes adultes. Le résultat net de ces mouvements (figure 4 en-dessous) est une augmentation des nombres de trentenaires et de jeunes enfants. Ce qui conduit à un rajeunissement de la grande périphérie. L'habitant moyen y est âgé de 41 ans et l'âge moyen de la dernière pyramide de la population est de 25 ans[5].

2.2. Nationalité à la naissance

13. Alors que les paramètres de l'âge et de la situation familiale ont à peine changé au cours des années, il en va tout autrement pour une autre variable démographique : la nationalité à la naissance (ci-après appelée origine). La figure 5 (en haut) montre l'accroissement net de la population de la grande périphérie venue de Bruxelles, pour différentes origines.[6] La part des personnes d'origine belge a diminué chaque année, elle vaut maintenant moins de la moitié. A remarquer, l'augmentation des origines est-européennes. Dans la figure 5 (en bas), on a donné aux enfants accompagnant leurs parents la nationalité à la naissance du chef de famille. Ce qui signifie que des enfants nés belges peuvent se voir attribuer aussi une origine non belge. Ici également, on voit une tendance à la baisse du nombre de migrants d'origine belge, qui ne représente plus que moins d'un tiers des départs de Bruxelles. Bien qu'ici aussi l'augmentation du nombre des personnes d'origine est-européenne soit la plus forte, la part beaucoup plus grande des migrants d'origine maghrébine, turque et autres origines non européennes est notable. Ce sont aussi les groupes qui prennent le plus souvent la nationalité belge [Steunpunt sociale planning, 2010].

14. Les personnes d'origine non belge qui quittent Bruxelles sont donc de plus en plus nombreuses, tandis que les paramètres d'âge et de situation familiale varient peu dans le temps. Ceci signifie que les personnes d'origine non belge qui migrent vers la banlieue correspondent au profil classique : ce sont essentiellement de jeunes familles avec enfants. La figure 6 donne le flux net de migrants de Bruxelles vers la grande périphérie en fonction de la tranche d'âge, pour différentes origines. On voit, en effet, que la courbe a la même forme pour tous les groupes. Les différences liées à l'âge sont un peu plus marquées pour les migrants d'origine belge, ceux qui viennent de pays du Nord et de l'Ouest de l'Europe et ceux d'origine non européenne issus de pays riches de l'OCDE.

15. Il n'y pas de différence fondamentale dans les choix de vie – et donc aussi de migration vers la banlieue - entre les habitants de diverses origines. Ce sujet n'a encore fait l'objet d'aucune recherche spécifique en Belgique, mais il a été étudié dans d'autres pays [Clapson, 2000 ; Permentier & Bolt, 2006]. En Belgique, le mouvement de migrants vers la banlieue a cependant été interrompu pendant longtemps par la crise des années 1970 et 1980, qui a touché particulièrement ces groupes dans le centre de la ville [Kesteloot, 2001]. Actuellement, ce mouvement migratoire n'est plus l'apanage de la seule classe moyenne belge. Il suit beaucoup plus la variabilité des origines de la population de Bruxelles. Nous ne disposons pas de chiffres précis relatifs à ces origines[7], mais nous en avons sur les nationalités. La figure 7

[5] On constate que les femmes migrantes sont, en moyenne, plus jeunes que les hommes, et qu'elles sont fortement concentrées dans certains groupes d'âge. Ce sont souvent des couples qui déménagent, dans lesquels la femme est, en moyenne, plus jeune que l'homme. On remarque aussi que les femmes qui quittent Bruxelles sont relativement plus nombreuses que celles qui y arrivent. 16.557 hommes et 16.839 femmes ont gagné Bruxelles, mais 32.529 hommes et 33.693 femmes en sont partis. La migration vers la périphérie fournit donc une explication partielle du fait que le nombre d'hommes, à Bruxelles, augmente plus fortement, au cours de ces dernières années, que le nombre de femmes – au contraire de ce qui se passe dans la grande périphérie (et dans toute la Région flamande). Autres explications : la variabilité de la structure des âges (la population bruxelloise rajeunit – au contraire de ce qui se passe dans la grande périphérie et dans toute la Région flamande – et la supériorité du nombre de femmes est plus marquée chez les plus âgés) et l'importante migration venant de l'étranger (où les hommes dominent).

[6] On a réparti les pays en Belgique et autres pays européens (répartis en trois groupes : Europe du Nord et de l'Ouest, Europe du Sud, Europe de l'Est), d'une part, et pays non européens (répartis en deux groupes : Maghreb et Tunisie, autres pays), d'autre part. Dans certaines figures, ces groupes sont encore subdivisés (pour plus d'explications, voir le Point d'appui de la planification sociale, 2010, p. 12).

[7] Deboosere et al. [2009] ont calculé que 46% des Bruxellois étaient de nationalité non belge à la naissance. Si l'on y ajoute les enfants nés belges de parents qui ne le sont pas, ce chiffre dépasse 50%.

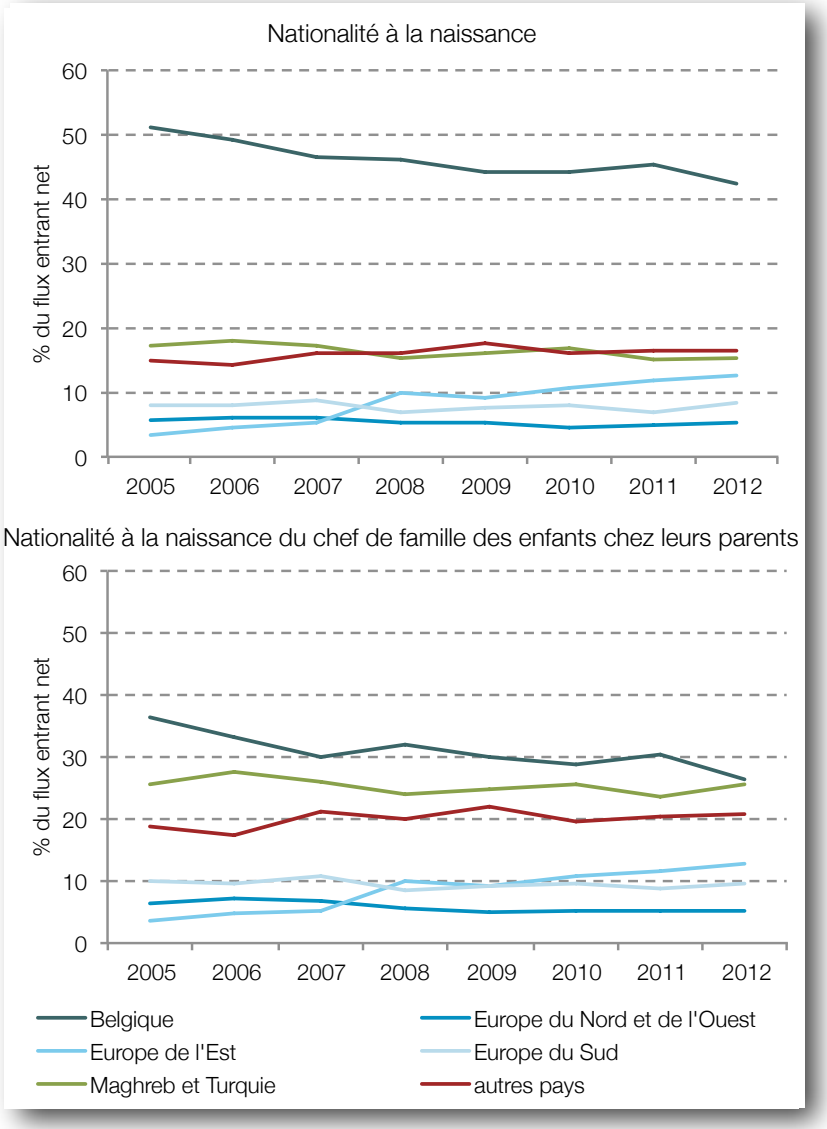


Figure 5. Nationalité à la naissance du flux net de migrants quittant Bruxelles. Source : Registre national, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

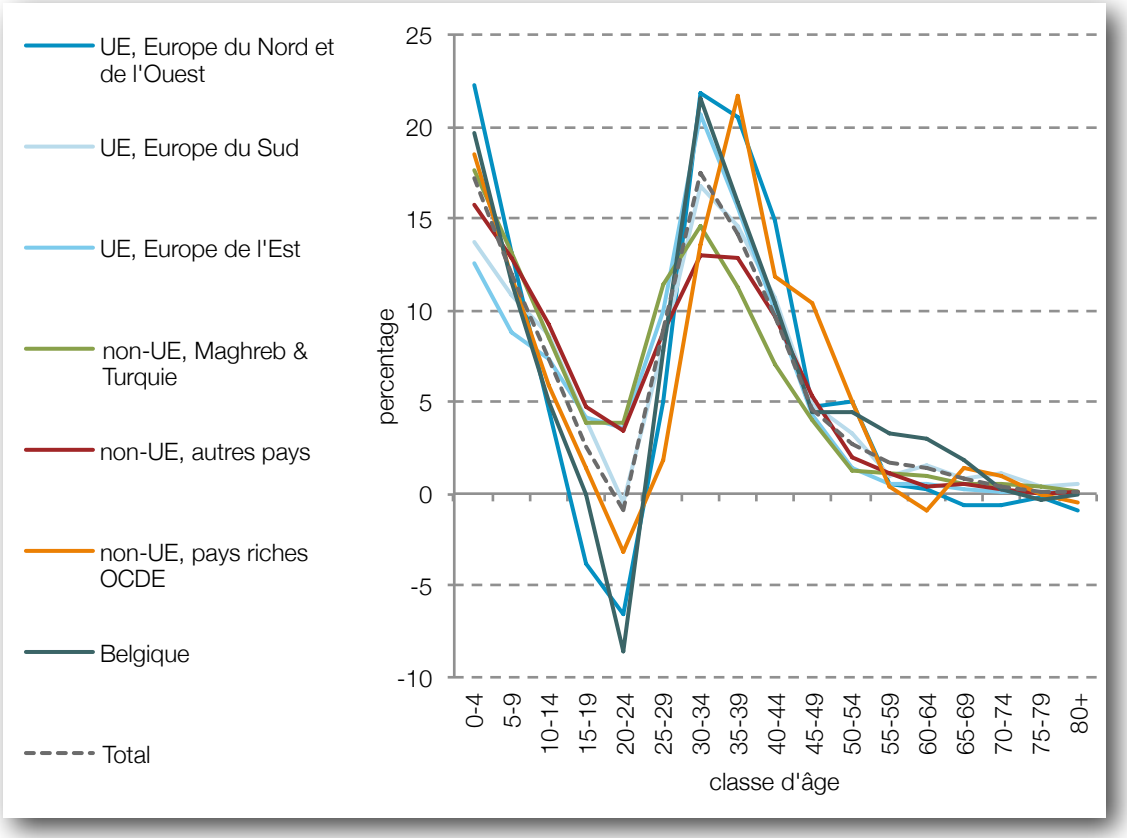


Figure 6. Flux des migrants quittant Bruxelles en fonction de la tranche d'âge pour différentes origines, 2008-2012. Ici aussi, les enfants accompagnants reçoivent la nationalité à la naissance du chef de famille. Source : Registre national, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

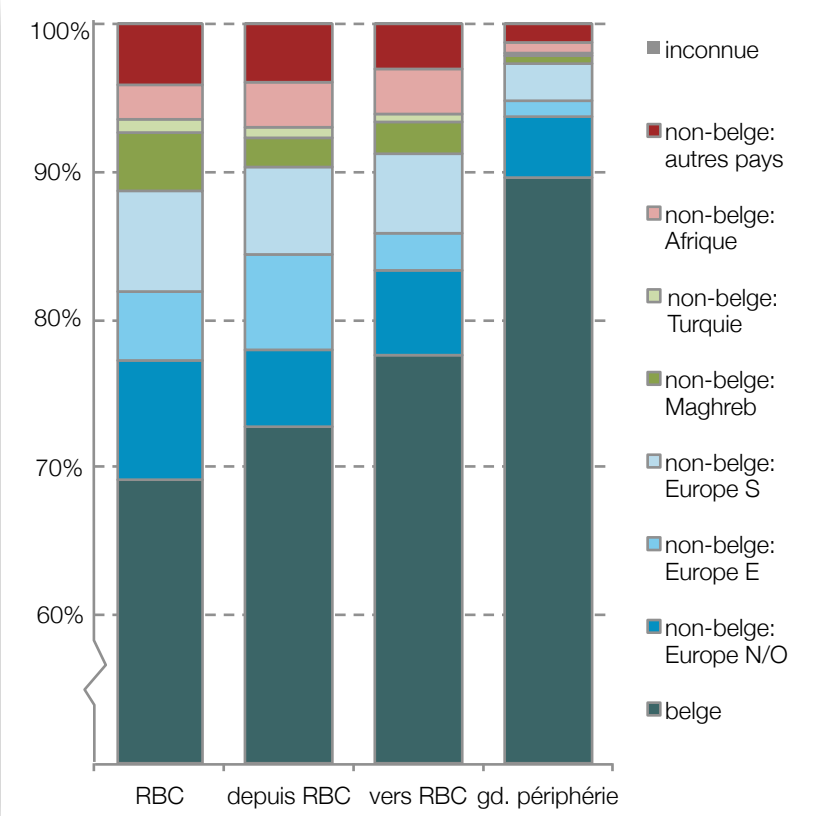


Figure 7. Nationalité des migrants de et vers Bruxelles et des habitants de Bruxelles et de la grande périphérie. Source : DGSIE, 2014 ; Registre national, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

donne la répartition, par nationalité, des habitants de Bruxelles et de la grande périphérie, ainsi que des migrants de Bruxelles vers la grande périphérie et des migrants de la grande périphérie vers Bruxelles. On y voit que, dans le groupe des migrants qui quittent Bruxelles, le pourcentage des non belges de naissance n'est pas beaucoup plus faible que celui des habitants de Bruxelles. On remarque aussi que, dans le groupe des migrants de la grande périphérie vers Bruxelles, ce pourcentage est beaucoup plus élevé que celui des habitants de la grande périphérie elle-même, tout en restant inférieur à celui des émigrants de Bruxelles.

2.3. Situation socio-économique

16. Même s'il est évident que les migrations de la ville entraîne l'appauvrissement de celle-ci et l'enrichissement de la banlieue, on ne connaît pas grand-chose de (l'évolution de) la situation socio-économique des migrants eux-mêmes. Le nombre d'études qui déterminent le profil de ceux-ci est très limité. Il existe quelques publications fondées sur les données de l'enquête socio-économique de 2001 [Van Criekingen, 2006 ; Van Criekingen *et al*., 2013]. Nous utilisons les informations plus récentes de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale. Nous avons subdivisé la population belge en quatre groupes de revenus ou quartiles : les 25% d'habitants aux revenus les plus élevés, les 25% aux revenus les plus bas et les deux quartiles intermédiaires. Il s'agit des revenus du travail et des allocations ; nous n'avons pas d'informations sur les biens mobiliers et immobiliers. Il s'agit, de plus, du revenu équivalent : tous les revenus d'un ménage sont additionnés et la somme est divisée par un facteur qui tient compte de la composition de la famille et d'éventuelles économies d'échelle[8]. Chaque membre de la famille se voit donc attribuer une valeur de revenu équivalent.

17. La figure 8 détaille la répartition, entre les quartiles, du revenu équivalent des habitants de Bruxelles, des migrants de Bruxelles vers la grande périphérie, des habitants de la grande périphérie et des migrants de la grande périphérie vers Bruxelles. Le quartile des revenus les plus bas est fortement représenté à Bruxelles, alors que celui des revenus les plus élevés l'est peu. Par comparaison, pour ceux qui mi-

[8] La personne de référence se voit attribuer la valeur 1, chaque membre de la famille âgé de 14 ans et plus, la valeur 0,5, et chaque enfant, la valeur 0,3.

grent vers la grande périphérie, il y a moins de personnes aux revenus les plus bas et un peu plus de personnes aux revenus les plus élevés. Dans la grande périphérie, on observe le contraire : relativement peu d'habitants ont de faibles revenus et beaucoup ont des revenus élevés; toutefois, parmi les migrants, c'est l'inverse.

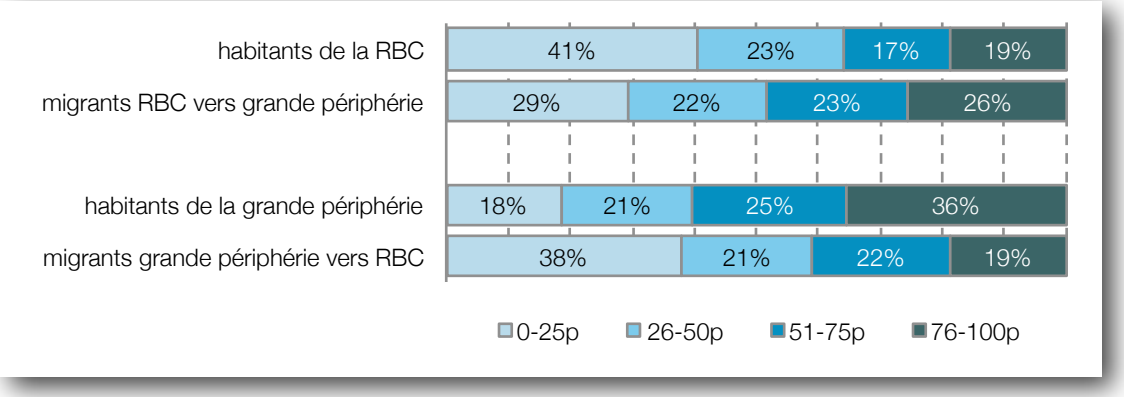


Figure 8. Répartition du revenu équivalent (2007-2010). Source : BCSS, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

18. Le graphique du haut de la figure 9 montre le résultat net de ces mouvements, le solde. On y voit que le groupe des revenus élevés croît fortement dans la grande périphérie, alors que celui des faibles revenus augmente le moins. Le graphique du bas représente le volume total des migrations, c'est-à-dire la somme de tous les mouvements, tant de Bruxelles vers la grande périphérie que dans l'autre sens. On voit que ce total est beaucoup plus élevé dans le cas des migrants aux revenus les plus bas (il s'agit souvent de locataires). Le solde est cependant relativement bas, car ces personnes se déplacent généralement vers Bruxelles.

19. Ici aussi, les résultats varient peu d'année en année, alors que nous savons que la proportion de personnes d'origine non belge augmente fortement au cours de cette période. Comme dans le cas de l'âge et de la situation familiale, le groupe des non Belges d'origine suit ici le modèle classique des migrants vers la banlieue : ce sont surtout les personnes à hauts revenus qui quittent la ville. Le revenu moyen des Belges est plus élevé que celui des personnes d'origine non belge, le revenu minimum étant celui des personnes d'origine non européenne. On voit cependant qu'au sein de ces groupes, les personnes qui quittent Bruxelles ont, en moyenne, un revenu plus élevé que celles qui y restent.

20. En ce qui concerne la position sur le marché du travail, on observe la même tendance que pour le revenu. Parmi les migrants qui quittent

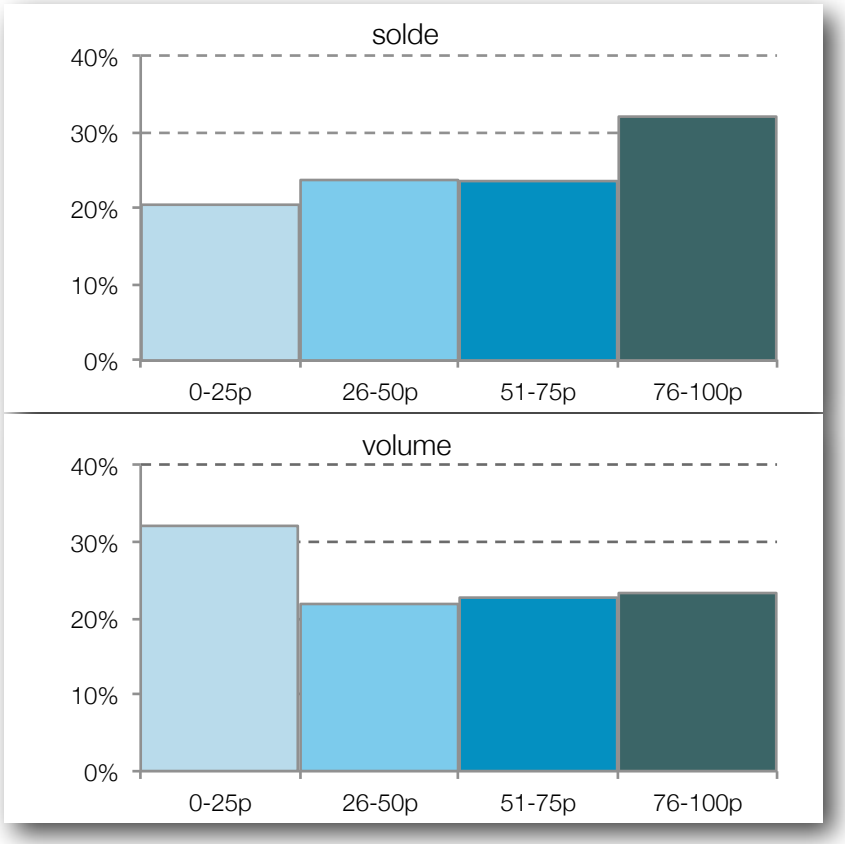


Figure 9. Mouvements migratoires entre Bruxelles et la grande périphérie en fonction du revenu équivalent (2007-2010). Source : BCSS, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

Bruxelles, il y a plus d'actifs et d'enfants qu'à Bruxelles, et moins de chômeurs et d'inactifs (revenu d'intégration, incapacité de travail…). Inversement, les chômeurs et les inactifs qui viennent à Bruxelles sont plus nombreux que la moyenne de ceux qui habitent dans la grande périphérie. Les pensionnés se déplacent très peu entre Bruxelles et la grande périphérie. Le résultat de ces mouvements est une forte augmentation du pourcentage d'actifs (45%) et d'enfants (37%) dans la grande périphérie. On ignore encore la position sur le marché du travail de 12% des habitants. Il s'agit d'hommes et de femmes au foyer, de fonctionnaires de l'Union européenne et d'autres groupes qui ne relèvent pas de la Sécurité sociale belge.

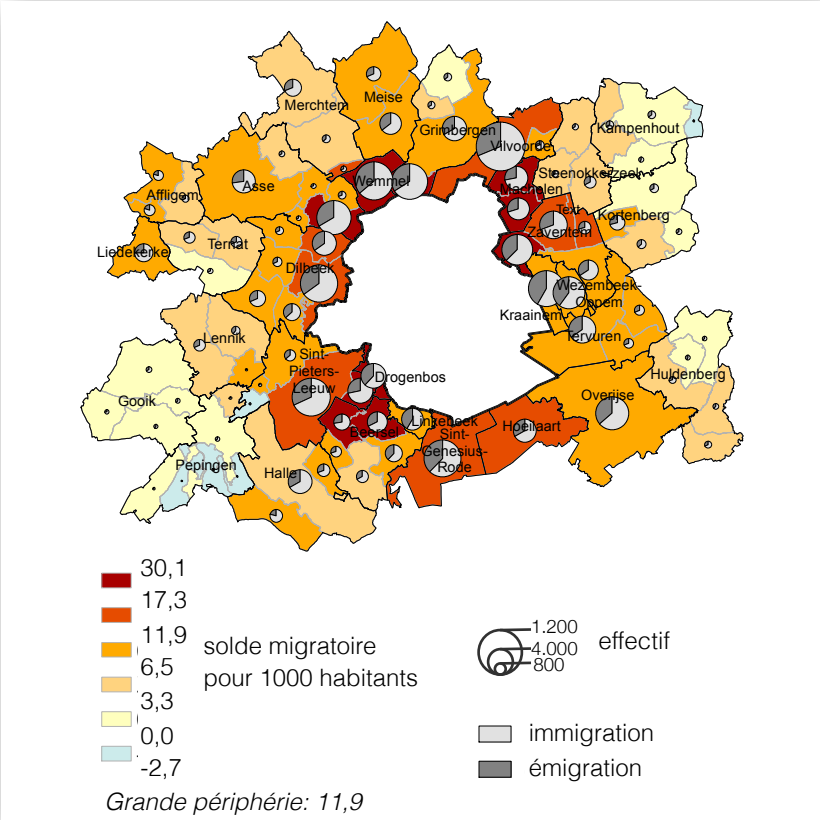


Figure 10. Solde migratoire annuel moyen relatif à la Région de Bruxelles-Capitale (2009-2012). Source : Registre national, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

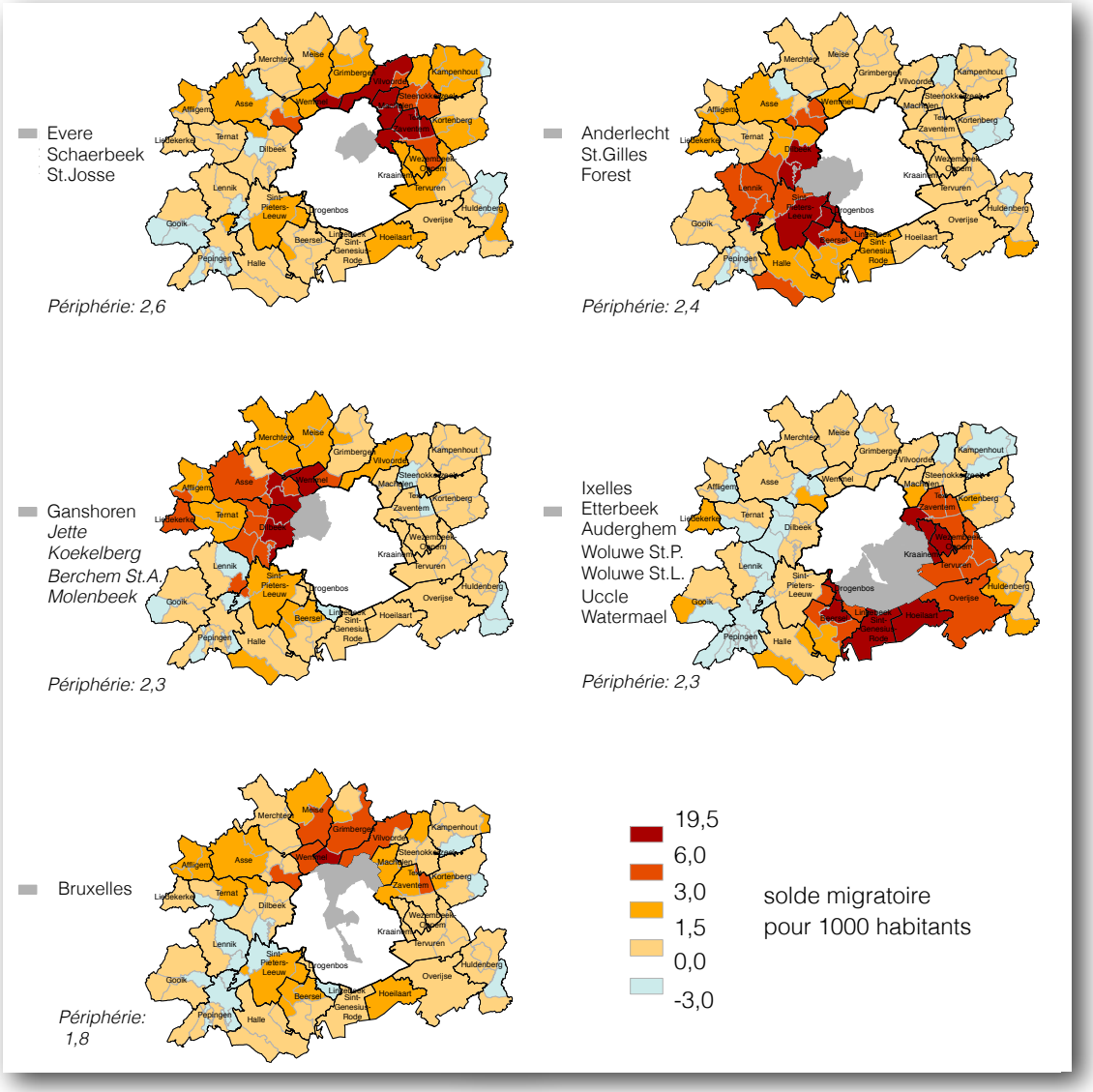
2.4. Grandes différences entre (anciennes) communes

21. Le solde migratoire (et donc l'augmentation de la population due à la migration) est particulièrement élevé dans les communes limitrophes de Bruxelles et, principalement, dans les anciennes communes les plus proches de Bruxelles. A l'ouest, cette influence s'étend jusqu'à la limite de la province. Les valeurs les plus élevées se trouvent dans la partie sud-ouest de la vallée de la Senne (Drogenbos, Ruisbroek, Lot, Beersel), au nord-est (Machelen, Diegem, Woluwé-Saint-Etienne) et au nord-ouest (Strombeek-Bever, Wemmel, Zellik). Dans le sud-est, il y a un peu moins de valeurs élevées. Les échanges avec Bruxelles y sont moins importants et immigrations et des émigrations s'y équilibrent souvent un peu mieux (figure 10).

22. Si l'on analyse les communes bruxelloises de provenance, on constate de très grandes différences spatiales. En effet, les migrations se produisent souvent sur de courtes distances. La figure 11 représente le solde migratoire pour divers groupes de communes bruxelloises, rassemblées selon leur localisation. Les groupes du nord-est, du sud-ouest et du nord-ouest comptent chacun environ 200.000 habitants. Le quatrième groupe, celui des communes du sud-est, en totalise quelque 350.000. Vu sa position centrale, la commune de Bruxelles-ville est traitée à part, elle compte moins d'habitants que les autres groupes[9]. Nous voyons que la majorité des migrations se produisent vers les anciennes communes limitrophes du Brabant flamand. Celles-ci sont aussi souvent proches les unes des autres, au point de vue socio-économique et morphologique. Ainsi, le marché du logement dans les communes du sud-est de Bruxelles est souvent comparable à celui de l'autre côté de la frontière régionale. C'est le cas aussi pour certaines communes de la vallée de la Senne.

23. Bien que le groupe des communes du sud-est de Bruxelles compte plus d'habitants que les autres groupes, la migration y est ce-

[9] La ville de Bruxelles compte 166.497 habitants, les communes du nord-est, 191.890, les communes du nord-ouest, 209.673, les communes du sud-ouest, 214.083 et les communes du sud-est, 356.711.



pendant moins prononcée. Ici, vivent plutôt des propriétaires, qui déménagent moins souvent que les locataires. La croissance de la population représente cependant un facteur important. Elle était très limitée dans les communes du sud-est, mais très nette dans certaines communes riveraines du Canal. Ainsi, la population de Watermael-Boitsfort a diminué au cours des dix dernières années, tandis que celle de Molenbeek-Saint-Jean a augmenté de plus d'un quart. Les différences entre les communes bruxelloises quant au solde migratoire relatif à la grande périphérie, pour la période 2008-2012, s'expliquent, pour plus de la moitié, par la croissance de la population au cours des dix dernières années [10]. Dans certaines communes, le flux sortant était plus faible que celui que faisait présager la croissance de la population. C'était le cas à Molenbeek-Saint-Jean, où la croissance était la plus forte, mais aussi à Etterbeek, Ixelles et Saint-Gilles, qui connaissent un flux entrant relativement important de jeunes adultes (qui ont une formation supérieure) issus de la périphérie – phénomène lié lui-même à la présence d'un enseignement supérieur. Si l'on excepte ces communes, les différences de flux migratoires entre communes bruxelloises atteignent plus de 70% [11].

24. Le profil de la population bruxelloise varie fortement d'une commune à l'autre, ce qui a un impact sur le profil des migrants, et donc sur le flux de personnes arrivant dans les communes limitrophes. Il s'agit partout de jeunes familles [12], mais il y a de grandes différences d'origine entre elles. Ainsi, de nombreuses personnes originaires du sud de l'Europe, qui constituent un groupe important dans le sud-ouest de Bruxelles, émigrent vers la partie sud-ouest de la vallée de la Senne. Beaucoup de personnes d'origine turque, qui sont fortement concentrées dans le nord-est de Bruxelles, vont vers la partie nord-est de la vallée de la Senne. Généralement, il est peu de personnes d'origine non européenne qui rejoignent le sud-est.

Figure 11. Solde migratoire annuel moyen relatif à différentes communes de la Région de Bruxelles-Capitale (2008-2012). Source : Registre national, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

[10] Une régression linéaire fournit une valeur R^2 de 0,51.
[11] Une régression linéaire fournit une valeur R^2 de 0,72.
[12] Seul le groupe des 18-29 ans montre des différences spatiales plus grandes : dans la périphérie du sud-est, les soldes sont négatifs, tandis qu'ils sont (légèrement) positifs dans la plupart des autres anciennes communes limitrophes. Ceci résulte de la conjugaison d'un flux entrant limité et d'un flux sortant relativement important.

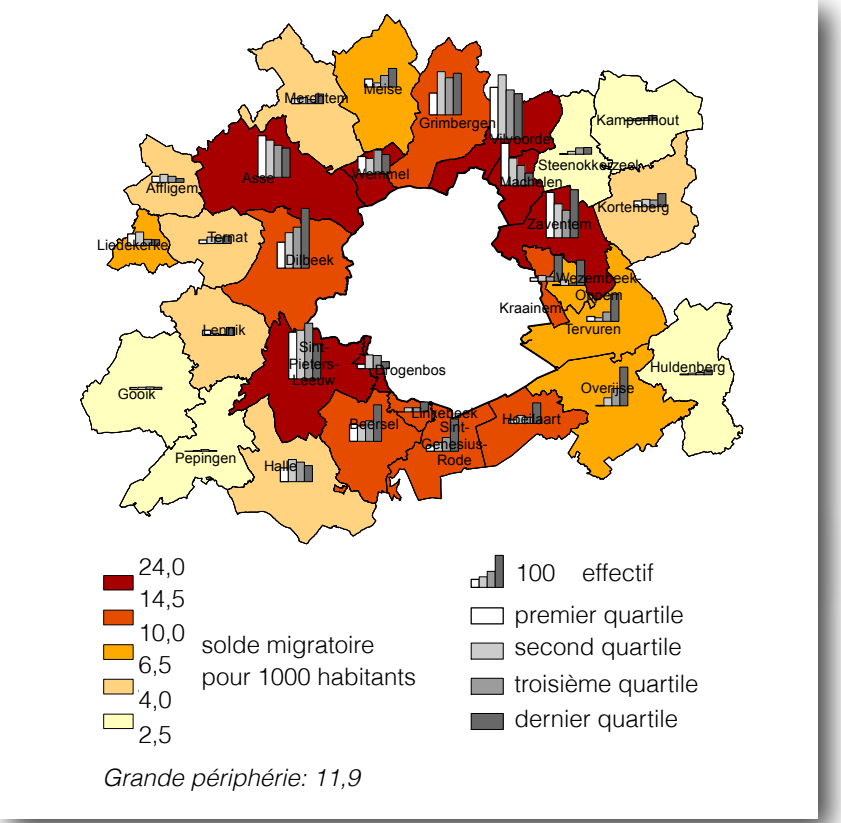


Figure 12. Solde migratoire annuel moyen via la Région de Bruxelles-Capitale en fonction du revenu équivalent, 2007-2010. Source : Registre national ; BCSS, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

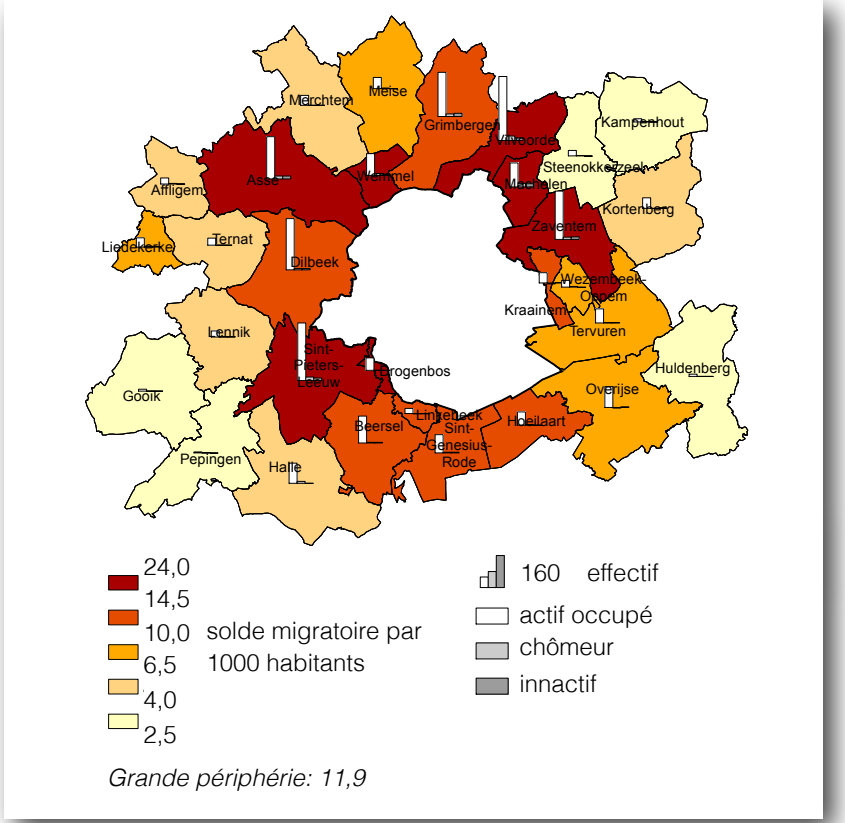


Figure 13. Solde migratoire annuel moyen via la Région de Bruxelles-Capitale en fonction de la position sur le maché du travail, 2007-2010. Source : Registre national ; BCSS, traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

25. Pour ce qui est du revenu, on constate aussi de fortes différences. La figure 12 montre la répartition des migrants entre les quartiles des revenus belges, pour chaque ancienne commune. Tandis que le sud-est accueille surtout des personnes à hauts revenus, dans certaines communes de la vallée de la Senne, du nord-est et de l'ouest, on observe des revenus beaucoup plus bas. Il s'agit, en grande majorité, de personnes actives. La figure 13 donne la position sur le marché du travail des migrants en âge de travailler (donc sans les enfants, les pensionnés et les personnes dont les données sont inconnues). Dans toutes les communes, il s'agit presque exclusivement de personnes actives.

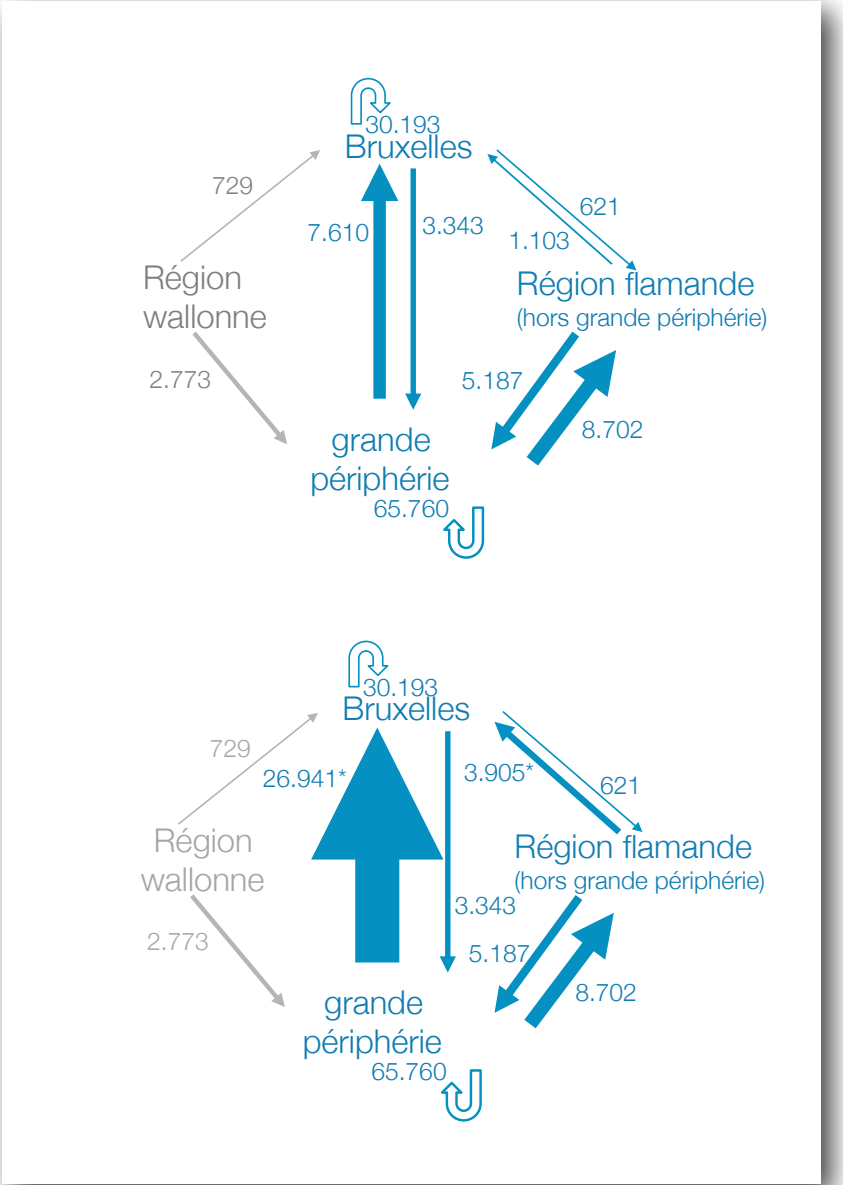


Figure 14. Flux des élèves dans l'enseignement de la Communauté flamande (à gauche) et des Communautés flamande et française à Bruxelles (à droite), 2009-2010.
**Seul le nombre total d'élèves venant de la Région flamande qui suivent l'enseignement de la Communauté francophone à Bruxelles est connu. Ces élèves ont été répartis entre la grande périphérie et le reste de la Région flamande sur la base,de la répartition des élèves de l'enseignement de la Communauté flamande à Bruxelles (87,3% venant de la grande périphérie et 12,7% venant du reste de la Région flamande).*

Source : Departement Onderwijs en Vorming; IBSA; traitement des données par le Steunpunt sociale planning.

3. Déplacement vers la grande périphérie, mouvements alternatifs vers Bruxelles

3.1. Mouvements alternatifs entre le domicile et le travail

26. Bruxelles est de loin le plus important pôle d'emploi du pays, elle attire donc un grand nombre de navetteurs [Medina Lockhart & Vandermotten, 2009]. En 2011, travaillaient à Bruxelles 227.228 bruxellois et 381.394 non bruxellois. Plus d'un cinquième de ces derniers viennent de la grande périphérie (83.380 navetteurs). Il s'agit ici uniquement de salariés; les indépendants n'ont pas été pris en considération. Ces chiffres de base proviennent de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale, ce qui implique que les diplomates étrangers, les fonctionnaires de l'UE et les salariés de l'OTAN ou d'autres institutions internationales ne sont pas concernés. Etant donné que la plupart de ces institutions ont leur siège à Bruxelles, les chiffres cités constituent une estimation basse.

27. Le flux inverse, celui des navetteurs au départ de Bruxelles, est limité. En 2011, 63.216 bruxellois travaillaient hors de la ville, dont 40% dans la grande périphérie (25.183). La zone de l'aéroport notamment attire de nombreux bruxellois. Zaventem et Machelen sont les seules communes de la grande périphérie dans lesquelles il y a plus de salariés bruxellois qu'à Bruxelles même. En chiffres absolus, Vilvorde reçoit plus de Bruxellois que Machelen, mais le mouvement en direction de Bruxelles y est encore plus important. Si l'on y ajoute ceux des communes à facilités, le volume total des navetteurs – c'est-à-dire les entrants et les sortants – à Zaventem, Vilvorde et Machelen est aussi le plus grand.

3.2. Mouvements alternatifs entre le domicile et l'école

28. En plus des travailleurs, de nombreux écoliers se déplacent vers Bruxelles. La figure 14 (en haut) donne un aperçu des nombres de navetteurs dans l'enseignement de la Communauté flamande. Tous les flux entre Bruxelles, la grande périphérie, le reste de la Région flamande et la Région wallonne y sont repris. Les échanges avec la Région wallonne sont unidirectionnels, car aucun enseignement flamand n'y est organisé. On constate que plus de 7.500 enfants issus de la grande périphérie suivent l'enseignement néerlandophone à Bruxelles, alors

que moins de 3.500 font le chemin inverse. Ce qui donne donc un flux net vers Bruxelles de plus de 4.000 écoliers. Ce solde négatif caractérise à peu près toutes les communes de la grande périphérie. A l'exception notable des communes plus grandes de Dilbeek et de Hal, bien qu'ici il ne s'agisse jamais de plus de 5% de la population scolaire. Ces flux s'observent surtout dans l'enseignement secondaire ; les mouvements transfrontaliers sont assez rares dans l'enseignement fondamental[13].

29. Il est vrai que les habitants du Brabant flamand sont de moins en moins nombreux, chaque année, à se rendre à Bruxelles. L'augmentation du nombre d'élèves de l'enseignement néerlandophone de Bruxelles est donc due totalement à l'accroissement du nombre d'élèves bruxellois. Dans la grande périphérie, comme la croissance du nombre de Bruxellois est plutôt réduite, l'augmentation du nombre des élèves est essentiellement due à celle de la grande périphérie elle-même.

30. Evidemment, ceci ne décrit que partiellement la situation. 83% des élèves des écoles bruxelloises suivent, en effet, l'enseignement de la Communauté française (si l'on excepte les écoles européennes et internationales) et, pour les élèves qui habitent hors de Bruxelles mais y vont à l'école, ce taux est encore de 72%. Sur la figure 14 (en bas), on a ajouté l'enseignement francophone bruxellois. Le flux de Bruxelles vers la grande périphérie reste le même – vu que la Communauté française n'y organise aucun enseignement – mais près de 27.000 élèves effectuent le trajet dans l'autre sens. Ce qui donne un flux net de près de 24.000 élèves vers Bruxelles. Dans la plupart des communes à facilités, la majorité des élèves suit l'enseignement francophone.

3.3. Mobilité relative aux services sociaux

31. Outre les déplacements des travailleurs et des écoliers, il est encore bien d'autres mouvements transrégionnaux, par exemple dans le secteur de l'accueil de la petite enfance. Pour étudier ce sujet, le Steunpunt sociale planning a organisé, en collaboration avec « Kind en Gezin » (l'homologue néerlandophone de l'Oeuvre de l'enfance, ONE), une enquête auprès des initiatives d'accueil reconnues ou supervisées par Kind en Gezin. On a répertorié les domiciles des enfants qui, effectivement, ne sont pas (encore) repris dans un registre central. Les résultats sont rassemblés dans la figure 15, qui est établie sur le même modèle que la figure 14. La figure 15 a été corrigée pour tenir compte du taux de réponse qui était plus élevé dans la grande périphérie et dans le reste de la Région flamande (93% de la capacité) qu'à Bruxelles (70% de la capacité). Il en ressort qu'il y a un flux net de plus de 900 enfants de la grande périphérie vers Bruxelles. Il s'agit surtout de mou-

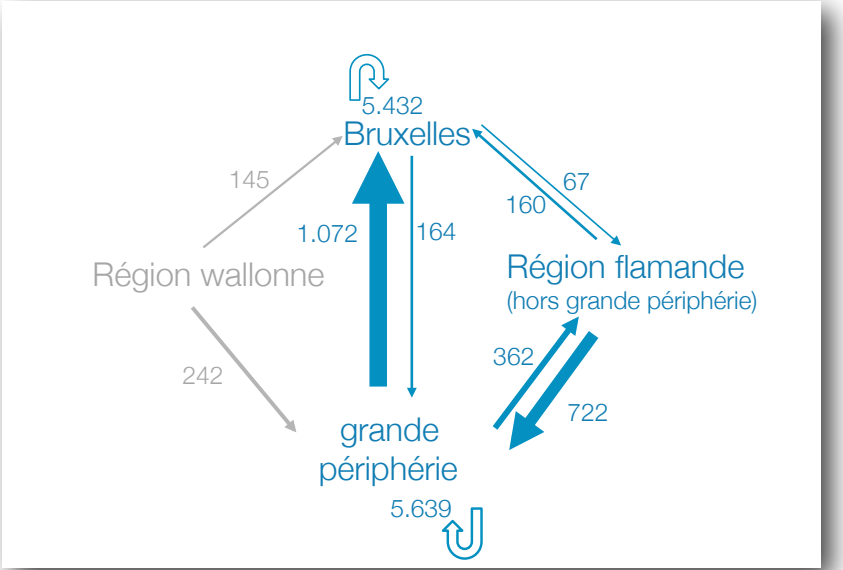


Figure 15. Flux dans le secteur de l'accueil de la petite enfance, extrapolés selon la capacité (03-09/02/2014). Source : Enquête sur les lieux de résidence des enfants, données de capacité : Kind en Gezin.

[13] Wemmel, Lennik et Drogenbos connaissent un flux migratoire relativement grand venant de Bruxelles dans l'enseignement fondamental, de sorte que le solde relatif à l'ensemble de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire y est également positif. A Lennik, il s'agit surtout de l'enseignement spécial.

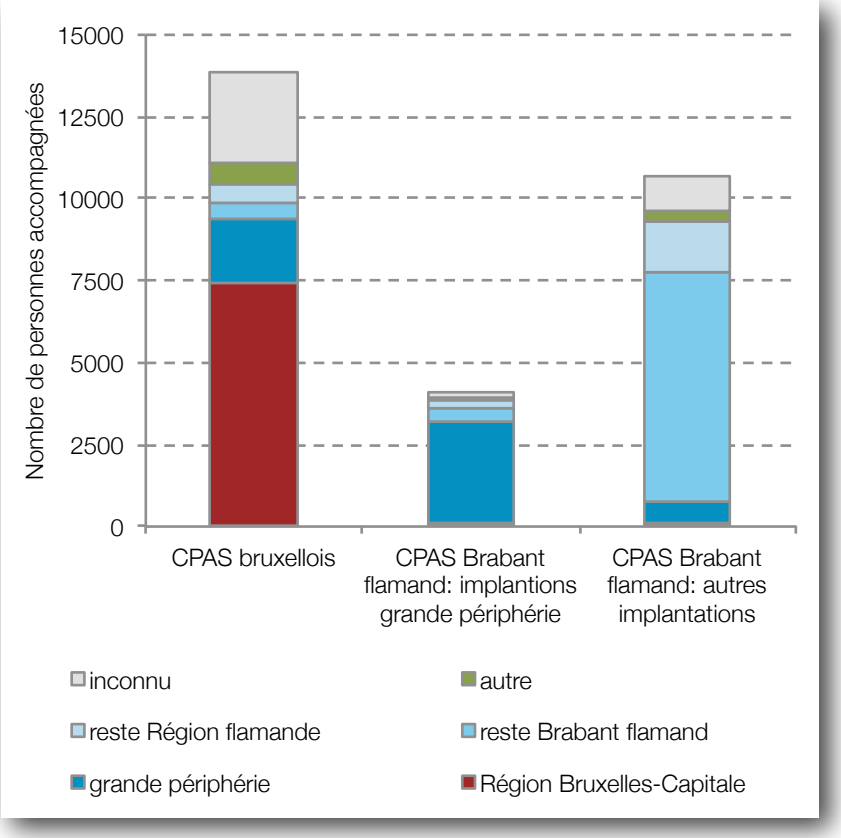


Figure 16. Domicile des personnes qui bénéficient de l'assistance des CPAS de Bruxelles et du Brabant flamand, 2008-2001. Source : Steunpunt Algemeen Welzijnswerk, TELLUS cliëntregistratie, traitement des données Steunpunt sociale planning.

vements proches des limites de régions. Si nous n'avions pas dû omettre les services francophones, qui ne sont offerts qu'à Bruxelles, le chiffre aurait été encore plus élevé, mais nous ne disposons d'aucune donnée à ce sujet. Malgré tout, l'offre bruxelloise (francophone et néerlandophone confondues) est relativement faible par rapport au nombre d'enfants qui habitent à Bruxelles même. Elle se situe à moins de 33% du nombre des 0-2 ans bruxellois, que l'on appelle la norme de Barcelone. Dans la périphérie, cette norme est atteinte, mais l'offre y est bien plus faible que dans l'ensemble de la région flamande[14].

32. En ce qui concerne d'autres secteurs de l'aide sociale, pour certains d'entre eux qui sont néerlandophones, on observe également un courant en direction de Bruxelles, dû souvent à l'insuffisance de l'offre ailleurs. Les *Centra voor Algemeen Welzijnswerk* (CAW) [homologues des Centres publics d'Action sociale (CPAS)], subsidiés par la Flandre, en constituent un exemple. La figure 16 montre le domicile des personnes qui bénéficient de l'aide des CPAS de Bruxelles et du Brabant flamand. Pour ces derniers, on a fait la distinction entre ceux qui sont établis dans la grande périphérie et ceux qui se trouvent dans le reste du Brabant flamand. On voit que de très nombreux habitants de la grande périphérie relèvent des CPAS de Bruxelles, mais que les usagers bruxellois des CPAS du Brabant flamand sont peu nombreux, que ce soit dans la grande périphérie ou en dehors de celle-ci. Ce phénomène est dû, en partie, à l'offre spécialisée proposée par Bruxelles, mais, même sans celle-ci, il y a un flux net vers Bruxelles, l'offre étant très limitée dans la grande périphérie.

[14] A Bruxelles, elle se monte à 31%, dans la grande périphérie, à 36% et dans la Région flamande, à 40%.

Conclusions

33. La croissance de la population de la périphérie de Bruxelles est due principalement au flux migratoire sortant de Bruxelles. Il s'agit, dans une large mesure, de jeunes familles, et ce, depuis des décennies. Ce mouvement vers la périphérie entraîne un appauvrissement de la ville centrale et un accroissement de la prospérité de la grande périphérie. Cette dernière constatation n'est pas neuve, mais le profil socio-économique des migrants eux-mêmes a été, en fait, rarement étudié. La présente recherche a permis de dresser le portrait du migrant : celui-ci a revenu supérieur au revenu moyen à Bruxelles. Ce n'est cependant pas le cas dans toutes les (anciennes) communes de la grande périphérie, mais on admet généralement que les migrants sont, dans leur très grande majorité, actifs sur le marché du travail. On remarque aussi qu'il s'agit de plus en plus souvent de personnes d'origine non belge. Alors que, pendant de longues années, l'extension de la ville a concerné presque exclusivement la classe moyenne d'origine belge, ce n'est plus le cas actuellement. Les migrants qui quittent Bruxelles reflètent, plus qu'autrefois, la composition de la population de la ville, au moins sur ce point. Dans ce groupe de personnes d'origine non belge également, on a relevé un grand nombre de jeunes familles et de groupes aux revenus élevés.

34. A l'inverse de ce flux continu vers la grande périphérie, il existe un mouvement de navetteurs vers Bruxelles, dans le cadre du travail, de l'école, de l'accueil de la petite enfance et de certains autres secteurs de l'aide sociale. L'évolution de ce mouvement est complexe et demande une analyse plus approfondie. L'offre croissante d'emplois à Bruxelles est de plus en plus satisfaite par les Bruxellois eux-mêmes, alors que le mouvement de navetteurs reste relativement constant. Nous avons vu précédemment que le nombre d'élèves de la grande périphérie qui suivent l'enseignement néerlandophone de Bruxelles diminue alors que le nombre de ceux qui sont scolarisés dans la grande périphérie croît très fortement. Cela signifie-t-il que les habitants de la périphérie et, en particulier, ceux qui sont venus de Bruxelles, sont moins sensibles qu'autrefois à l'attrait de la ville ? Ou doit-on y voir un lien avec les problèmes de capacité que connaît l'enseignement bruxellois [Wayens *et al*., 2013] ? D'autre part, l'offre limitée de services sociaux du Brabant flamand n'est pas étrangère aux mouvements en direction de Bruxelles. Il est cependant difficile de prédire si une extension de l'offre de services sociaux dans la grande périphérie, offre qui se situe, pour le moment, loin en-dessous de la moyenne flamande, pourrait entraîner une diminution de ces mouvements.

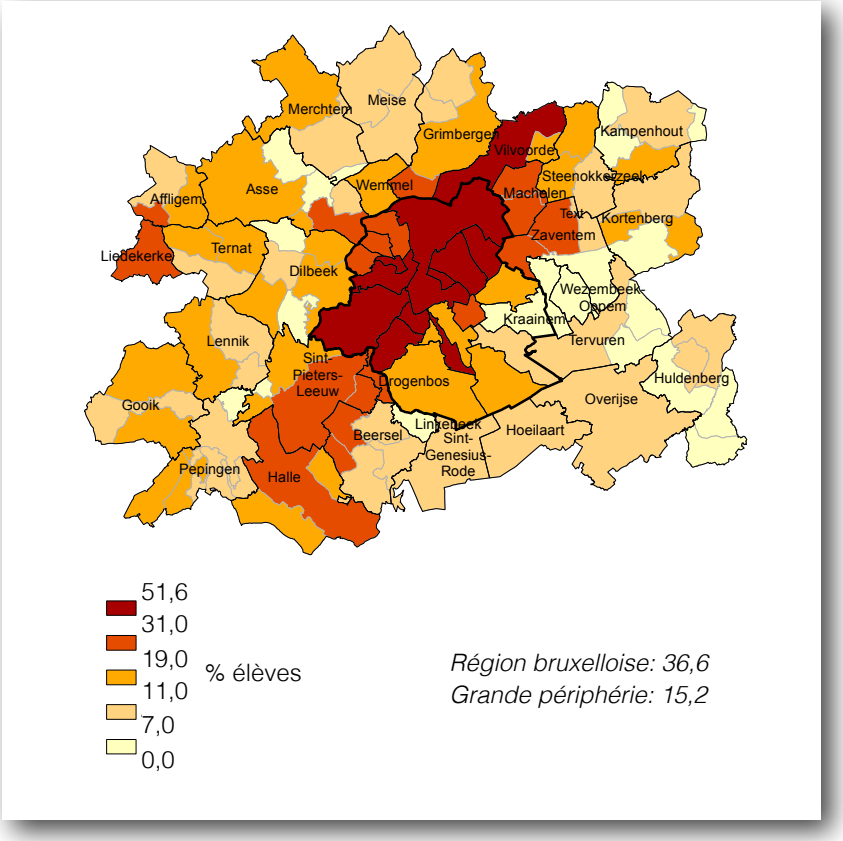


Figure 17. Elèves des enseignements fondamental et secondaire bénéficiant d'une allocation d'études (année scolaire 2011-2012). Source : Departement Onderwijs en Vorming, IBSA, traitement Steunpunt sociale planning.

35. Dans cet article, on a étudié les mouvements entre Bruxelles et la grande périphérie, mais il faut nuancer le propos. A Bruxelles aussi, il y a un mouvement de personnes des communes centrales vers les communes de las seconde couronne. En effet, les limites administratives de Bruxelles ne correspondent pas à des frontières sociales. Les différences qui existent au sein de Bruxelles et au sein de la grande périphérie sont souvent beaucoup plus grandes que celles que l'on observe entre les territoires limitrophes de Bruxelles et la grande périphérie. C'est ce que montre, par exemple, la figure 17, qui donne la proportion d'élèves (dans l'enseignement de la Communauté flamande) qui bénéficient d'une allocation d'études accordée dans le cas de faibles revenus. On y voit aussi que, dans la vallée de la Senne, de Hal à Vilvorde en passant par Bruxelles, les valeurs sont élevées, tandis que, dans l'est et le sud-est de Bruxelles, elles sont plutôt proches des faibles chiffres de la périphérie sud-est de Bruxelles. Nous avons vu aussi que les mouvements migratoires entre le sud-est de Bruxelles et les territoires voisins du Brabant flamand concernent surtout les personnes aux revenus élevés, alors que ce n'est pas toujours le cas ailleurs. Nous ne pouvons pas perdre de vue qu'une frontière administrative n'est pas une réelle frontière sociale.

Bibliographie

CLAPSON, M., 2000. The suburban aspiration in England since 1919, In : *Contemporary British History*, vol.14, n° 1, pp.151-174.

DEBOOSERE, P., EGGERICKX, T., VAN HECKE, E. & WAYENS, B., 2009. La population bruxelloise, un éclairage démographique, In : *Brussels Studies*, Note de synthèse n° 3, 12 janvier 2009 (corr. 17 mars 2009).

DE MAESSCHALCK, F., 2012. De internationalisering van de rand: een demografische blik, In : DEGADT, J., DE METSENAERE, M., DE VLIEGER, M., JANSSENS, R., MARES, A. & VAN WYNSBERGHE, C. (red.). *De internationalisering van de Vlaamse rand rond Brussel*, Bruxelles, ASP, pp. 25-43.

DE MAESSCHALCK, F., DE RIJCK, T. & HEYLEN, V., 2014. *Dossier wisselwerking Vlaams-Brabant en Brussel*. Leuven. Point d'appui de la planification sociale, 110 p.

KESTELOOT, C., 2001. Verstedelijking in Vlaanderen: problemen, kansen en uitdagingen voor het beleid in de 21e eeuw, In : DE RYNCK, F., (red.), *De eeuw van de stad. Over stadsrepublieken en rastersteden. Voorstudies*. Bruxelles. Ministère de la Communauté flamande, pp. 15-83.

LOECKX, A., OOSTERLYNCK S., & KESTELOOT, C., 2014. *Wat met Brussel?*, Louvain. Lannoo Campus, 148 p.

LUYTEN, S. & VAN HECKE, E., 2007. *Les région urbaines belges,* 2001, Statistics Belgium Working Paper, 81 p.

MEDINA LOCKHART, P. & VANDERMOTTEN, C., 2009. Les Bassins d'emploi en Belgique (II), In : *Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT), Atlas des dynamiques territoriales*, 4 p.

PERMENTIER, M. & BOLT, G., 2006. *Woonwensen van allochtonen*, DWG/NETHUR Partnerschip, n° 37, 81 p.

STEUNPUNT SOCIALE PLANNING, 2010. *Dossier minderheden in Vlaams Brabant 2010*. Louvain. Point d'appui de la planification sociale, 118 p.

THOMAS, I., COTTEELS, C., JONES, J. & PEETERS, D., 2012. Revisiting the extension of the Brussels urban agglomeration: new methods, new data… new results?, In : *Belgeo*, 1-2 (2012), 12 p.

VAN CRIEKINGEN, M., 2006. Que deviennent les quartiers centraux à Bruxelles ?, In : *Brussels Studies*, n°1, 22 p.

VAN CRIEKINGEN, M., DE KEERSMAECKER, M.-L ., MARISSAL, P., VAN HAMME, G., HAROU, R. 2013. Entre relégation et risques de gentrification : étude des recompositions territoriales et démographiques des villes wallonnes et de leurs impacts sociaux. In : *Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT), Rapport Final*, 99 p.

VAN DER HAEGEN, H., 1987. De uitgeholde stad. In : KNOPS, G. (red.). *De uitgeholde stad*, Bruxelles. Fondation Roi baudouin, pp. 11-29.

WAYENS, B., JANSSENS, R. & VAESEN, J., 2013. Note de synthèse BSI. l'enseignement à Bruxelles : une gestion de crise complexe, In : *Brussels Studies*, n° 70, 27 p.

WILLAERT, D., 2009. Verhuisbewegingen vanuit en naar de Vlaamse Rand rond Brussel. In : *Interface Demography Working Paper*, 2009-5, 23 p.

Soutien financier

Brussels Studies est publié avec le soutien de :

Innoviris, l'Institut Bruxellois pour la Recherche et l'Innovation

Fondation Universitaire

Pour citer ce texte

DE MAESSCHALCK, Filip, DE RIJK, Tine et HEYLEN, Vicky, 2015. Au-delà de la frontière. Relations socio-spatiales entre Bruxelles et le Brabant flamand, In : *Brussels Studies*, Numéro 84, 23 février 2015, www.brusselsstudies.be.

Liens

D'autres versions de ce texte sont disponibles

ePub FR : http://tinyurl.com/BRUS84FREPUB

ePub NL : http://tinyurl.com/BRUS84NLEPUB

ePub EN : http://tinyurl.com/BRUS84ENEPUB

pdf FR : http://tinyurl.com/BRUS84FRPDF

pdf NL : http://tinyurl.com/BRUS84NLPDF

pdf EN : http://tinyurl.com/BRUS84ENPDF

Les vidéos publiées dans *Brussels Studies* sont visibles sur la chaîne Vimeo de *Brussels Studies* à l'adresse suivante : http://vimeo.com/channels/BruS